

N° 587

Semaine

du 22 novembre

au 29 novembre 1972

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

LE 9 DECEMBRE, DE LA NATION A LA REPUBLIQUE,
AVEC TOUS LES SYNDICATS ET TOUS LES PARTIS OUVRIERS, L'OCI, L'AJS ET L'ALLIANCE OUVRIERE
APPELLENT TRAVAILLEURS ET JEUNES A PARTICIPER MASSIVEMENT A

La manifestation pour la défense de l'école laïque, organisée par le Comité National d'Action Laïque

A 18 HEURES, LES 300 DELEGUES DES GROUPES POLITIQUES ORGANISES DANS LES ENTREPRISES
DE PARIS ET DE PROVINCE SE CONSTITUERONT EN

Assises Nationales pour le Front Unique Ouvrier

UN SEUL ET MÊME COMBAT



Un rassemblement préparatoire au 9 décembre en province.



Les mineurs de potasse devant Matignon le 16 novembre.

éditorial

Une hâte fébrile a saisi les cercles dirigeants de la bourgeoisie.

C'est que les échéances se précipitent, dans tous les domaines.

A commencer par l'essentiel : ce qui est en train de mûrir dans les entreprises, d'un bout à l'autre de la France.

En dépit du désordre savamment orchestré par les dirigeants ouvriers (voir page 4), nul ne se trompe sur le sens de l'acharnement des 8500 mineurs de potasse après 40 jours de grève, pas plus que sur la détermination des 280 000 cheminots qui ont massivement débrayé du 14 au 17 novembre : dans l'un comme dans l'autre cas, ici comme ailleurs, c'est la volonté d'aller jusqu'au bout pour faire sauter l'obstacle sur lequel butent toutes les catégories, les unes après les autres, le gouvernement Pompidou-Messmer.

Volonté puissamment renforcée par l'érosion accélérée du pouvoir d'achat : les prix augmentent actuellement à un rythme annuel de près de 11 %.

Que faire, et comment faire, se demande-t-on dans les sommets du régime et dans les cercles dirigeants du patronat ?

Pierre Locardel formule la question sans détour dans le quotidien du capital *Les Echos* (13-11-72). Il craint « la réapparition d'un esprit revendicatif offensif, chaque catégorie cherchant à obtenir des augmentations de revenus plus fortes et plus rapides pour se prémunir contre la hausse des prix... Il est donc à craindre que, sans de nouvelles mesures énergiques, le climat social ne devienne intenable. Et aussi le climat politique : comment une majorité se réclamant de la bonne gestion éco-

nomique et financière pourrait-elle se présenter valablement devant les électeurs avec un tel dérapage économique... Il ne reste qu'une seule possibilité : agir directement sur les coûts, grâce à une action volontaire ou autoritaire sur les prix et les salaires. Il semble que le ministre des Finances y pense. Mais quelle forme donner à une telle intervention pour qu'elle reçoive le consentement des syndicats ?... »

Agir ou ne pas agir tout de suite ? Avancer ou ne pas avancer les élections ?

Les milieux bourgeois dirigeants hésitent et supputent.

Mais ils savent maintenant jusqu'où il leur faudrait aller pour sauver ce qui peut l'être, même s'ils ne savent pas comment.

Ils ont annoncé la couleur : sous prétexte de « lutte contre l'inflation », ce qu'ils veulent, c'est la police des salaires.

S'ils l'emportent au printemps, tel sera leur premier objectif.

L'enjeu est ainsi défini, en toute clarté.

L'enjeu des élections, certes. Mais aussi l'enjeu du combat que mènent cheminots, mineurs et avec eux toutes les catégories en lutte pour briser dès maintenant le carcan que l'on voudrait imposer, ici au nom de la recherche de l'équilibre financier de la SNCF, là au nom de la survie de l'entreprise.

Car on ne peut attendre. C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut défaire la tentative de bloquer les salaires. C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut mettre en échec la police des salaires que gou-

(Suite page 2.)

Après la mort de Galanskov

On vient d'apprendre qu'en URSS 50 intellectuels (dont Andreï Sakharov, Roy Medvedev, Rostropovitch, Mme Grigorenko, la mère de Vladimir Boukovski) ont lancé le 13 septembre un appel pour « la libération de tous les citoyens soviétiques détenus directement ou indirectement en raison de leurs convictions ».

Nul ne peut se dérober à leur appel. Soutenez le combat du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

(voir page 7)

Le sens des élections allemandes

CLASSE CONTRE CLASSE

Plus de 90 % de votants : dans toute l'histoire de l'Allemagne contemporaine, il n'y a jamais eu de scrutin qui ait mobilisé un tel pourcentage d'électeurs que celui du 19 novembre 1972.

Le parti social-démocrate (le SPD) l'a emporté, devenant le premier parti d'Allemagne occidentale. Ce n'est pas là un simple résultat électoral ou un événement strictement allemand. C'est un fait politique d'importance internationale.

Si les électeurs se sont mobilisés c'est qu'ils étaient convaincus qu'à travers les élections ils pouvaient peser en faveur de leur aspirations, de leurs intérêts ; ils étaient convaincus que chaque vote comptait par rapport à ce qui était en jeu.

Qui a donné sa victoire (près de 46 % des suffrages) au parti social-démocrate ?

Le vote massif des travailleurs et des jeunes. Ils ont infligé une défaite aux tenants avoués de l'extrême réaction, aux partisans ouverts d'une politique anti-

ouvrière, à la Démocratie-chrétienne (la CDU), le parti de Barzel et de Strauss. Et avec la CDU, l'autre grand vaincu, c'est incontestablement l'Eglise catholique, pilier dans tous les pays de la réaction et de l'ordre bourgeois, qui avait jeté, contre la Social-démocratie, toutes ses forces dans la bataille électorale. Enfin, il n'est pas négligeable que dans la foulée, le NDP, le parti néo-nazi, ait été balayé.

La campagne électorale a été dure, intense, politiquement nette. La CDU a utilisé d'immenses moyens de propagande et de pression pour proclamer : « le socialisme, voilà l'ennemi ! »

C'est contre l'ennemi de classe que les travailleurs et les jeunes ont utilisé le terrain électoral en votant SPD. Ils ont exprimé leurs aspirations, leurs aspirations que l'Eglise catholique et la Démocratie-chrétienne ont tenté de faire passer dans la grève des me...

(Suite page 2.)

vernement et patronat voudraient, demain, imposer à tous les travailleurs de ce pays. Leur lutte est celle de tous.

Cheminots, mineurs de potasse et tant d'autres : leur résolution, leur détermination, leur volonté d'aboutir se nourrissent du sentiment que l'ennemi est désarmé, cet ennemi que Salini, dans l'Humanité du 14 novembre, voudrait bien rassurer en disant : « Les dossiers des syndicats sont solides, leur volonté de négociation éclatante... Ils ont nourri le dialogue et cherché la conciliation... Les conflits n'ont rien d'inévitable. Encore faut-il que le gouvernement responsable veuille les éviter. »

Mais Salini esquive le problème. Non seulement « le gouvernement responsable » n'a pas l'intention d'éviter les conflits, mais il n'en a pas même la possibilité. Il lui faut tenter de mettre à genoux les mineurs de potasse et les cheminots. Il lui faudra tenter demain d'imposer la police des salaires. Déjà, patrons et dirigeants bourgeois tâtent le terrain : Berliet veut utiliser la loi anti-casseurs contre les grévistes. Jeanneney en appelle ouvertement au blocage des salaires style Nixon et Heath, mais ne fait pas confiance à Pompidou pour l'appliquer. Fouchet déclare qu'il faut reprendre le problème là où de Gaulle l'a abandonné

en 1969. Mais Hamel, dans Le Figaro du 13 novembre, lui répond : « Les tentatives faites dans le passé pour instaurer la concertation dans le secteur public ont été systématiquement combattues, qu'il s'agisse des procédures Toutée ou de la plus récente proposition des contrats de progrès... » Combattues et, ajoutons, mises en échec.

La classe ouvrière est là, sûre d'elle et de sa force. Elle mûrit rapidement les conditions politiques de sa prochaine offensive.

Elle est prête à se dresser d'un seul bloc contre le régime. Mais elle hésite, car elle n'est pas sûre de ses chefs.

En son sein, des milliers de combattants veulent l'unité.

L'unité tout de suite. Car c'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut faire échec aux projets patronaux et gouvernementaux.

Unité tout de suite, car c'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut souder le bloc ouvrier qui demain se dressera, classe contre classe, dans la bataille des élections législatives.

C'est pour ce combat que des centaines de groupes de travailleurs, dans les entreprises, les localités, les bureaux, les chantiers, les écoles, lycées et facultés élisent leurs délégués aux Assises nationales pour le Front unique ouvrier des 9 et 10 décembre.

LE COMBAT POUR informations ouvrières

Le combat pour I.O. à douze pages

La décision prise d'abaisser le nombre de pages de « I.O. » de 12 à 8 pages a suscité, tout à la fois, de nombreuses discussions et de nouveaux engagements, qu'ils soient tenus — et ils doivent l'être — permettront de revenir, dans des délais rapprochés, à 12 pages.

Cette décision éclaira la principale question à résoudre : organiser l'avant-garde dans une situation politique où la lutte des classes se dirige vers les affrontements au niveau de l'Etat. Organiser l'avant-garde, en sachant que nulle part dans l'histoire, le mouvement prolétarien n'a surgi et ne peut surgir avec des formes de classe « pures ».

Ce n'est que par une longue lutte et un travail patient et méthodique sur la base de l'expérience acquise par les travailleurs eux-mêmes, que les militants peuvent et doivent dégarer le mouvement révolutionnaire de la classe de toutes les illusions comme de l'étroitesse petites-bourgeoises.

Organiser l'avant-garde, cela signifie surmonter un travail militant encore trop souvent morcelé.

Nous n'aurions pu, dans le passé, éditer « I.O. » comme hebdomadaire imprimé si, par son activité, l'avant-garde n'avait accumulé les ressources financières et politiques indispensables. Mais, nous le savons, toute progression produit toujours un afflux de nouveaux problèmes qui suscitent à nouveau les tendances à l'éparpillement.

Il nous faut donc créer de nouvelles bases élargies pour éliminer le morcellement « local ». Ce qui nécessite la mise sur pied méthodique du réseau régulier de diffusion du journal, étroitement lié à l'activité militante s'organisant dans les groupes politiques d'entreprises qui prennent en charge la préparation des Assises nationales pour le Front unique ouvrier.

Sans une concentration de l'effort de tous pour une diffusion régulière de « I.O. », le travail « local » reste artisanal et la centralisation politique, condition première de la démocratie, dans une large mesure morte.

Sans une diffusion régulière, donc organisée, chaque militant sur lequel repose dans les entreprises, les bureaux, les chantiers, les facultés, la cause de la révolution, ne peut prendre conscience du fait que son travail est directement nécessaire à la construction du Parti révolutionnaire et à la reconstruction de la IV^e Internationale, en liaison avec l'activité des masses et comme interprète de leurs aspirations.

Nous possédons la volonté militante pour atteindre nos objectifs. Nous devons, en organisant nos liaisons, assurer, avec la diffusion régulière de « I.O. », l'organisation des 300 délégués élus dans les entreprises à raison de 1 pour 10 et qui se réuniront en Assises nationales pour le Front unique ouvrier les 9 et 10 décembre 1972.

Pourquoi « l'Ordre » se déchaîne-t-il contre le doyen Milliez ?

Avec courage et dignité, le doyen MILLIEZ a tenu, devant le tribunal qui jugeait la jeune Marie-Claire, « coupable » d'avortement, à dire ce qu'il pensait de la législation française en matière d'avortement — l'une des plus réactionnaires du monde — et de la réalité du problème social qui était posé. Il a notamment déclaré : « Il n'y a pas d'exemple de femme riche qui n'ait pu se faire avorter dans de bonnes conditions. Mais les femmes pauvres qui n'ont d'autre solution que d'aller à leurs risques et périls trouver une avorteuse, je les ai vues mourir... »

Le Conseil de l'Ordre des Médecins a bien voulu faire connaître son « émotion », non point au sujet de cette réalité dont parlait le professeur Milliez, mais pour le « désapprouver ». Et ce désaveu, on a tenu à le rendre officiel. Le doyen Milliez a rapporté cet affreux propos du ministre de la Santé Foyer, typique de l'élévation de pensée des hommes du régime : « ce n'est pas une raison pour que les pauvres adoptent les vices des riches ».

Voilà qui se passe de commentaires.

Mais ce qui en mérite un c'est que le ministre qui organise la sélection, qui prétend ne pas tenir compte de la légitime indignation des étudiants, ait décidé de renforcer, par une intervention « personnelle », le poids de la prise de position du Conseil de l'Ordre : le doyen Milliez a combattu et combat les mesures de sélection et de démantèlement de l'enseignement médical. L'« Ordre moral » se confond ici avec les besoins de l'ordre tout court.

Il n'est pas besoin de partager l'ensemble des conceptions du doyen Milliez pour comprendre qu'il est dans son bon droit et que les attaques contre lui sont des attaques contre les libertés. Le scandale suscité par l'intervention de Foyer doit être aussi l'occasion de rappeler avec force que l'abrogation de la loi de 1920 est une mesure démocratique élémentaire pour laquelle l'unité de toutes les organisations ouvrières, enseignantes, étudiantes, doit se faire.

C'est en ce sens que l'Alliance des Etudiants révolutionnaires s'est exprimée par tract dans la journée de lundi.

les ont fait descendre dans la rue en avril 1972 contre le « putsch parlementaire » de la droite.

Travailleurs et jeunes ont voté « classe contre classe » : c'est cela qui est décisif et personne ne s'y trompe.

Pendant des années, les dirigeants sociaux-démocrates ont voulu masquer le fait que leur parti n'existait qu'à travers la force organisée de la classe ouvrière ; ils répudiaient la lutte des classes, ils assuraient que le SPD était le parti de toute la nation. Mais la bourgeoisie allemande, contrainte comme toutes les bourgeoisies de disputer aux travailleurs leurs droits et leurs conquêtes, n'oublie pas que c'est la puissance du mouvement ouvrier qui, à la fois, constitue et étaye le SPD.

C'est à la mobilisation des travailleurs comme classe, à l'appui ouvert de la centrale syndicale, la DGB, que le SPD doit sa victoire : c'est comme parti ouvrier qu'il a triomphé.

Certes, les aspirations des masses travailleuses et la politique de Willy Brandt sont contradictoires. Demain, la collaboration avec un parti libéral renforcé servira de justification à des mesures correspondant aux besoins du système capitaliste. Mais ce n'est pas pour qu'il gère l'Etat de la bourgeoisie que les travailleurs et les jeunes ont voté pour le SPD : le scrutin du 19 novembre ne clôt pas une période, il est au contraire le début d'une nouvelle période de la lutte des classes.

Un autre aspect des élections allemandes, c'est la défaite du DKP (le parti communiste allemand) qui totalise 0,3 % des suffrages. Cette inexistence du stalinisme ne témoigne pas seulement du fait que c'est à travers le SPD, qu'elle considère comme son parti, que la classe ouvrière allemande tend à poser la question de son pouvoir ; mais aussi que le stalinisme, c'est, pour les travailleurs allemands, la force politique qui a organisé et légitimé la division de la classe ouvrière allemande, la division de l'Allemagne. Par là est démontré qu'à défaut d'un Parti révolutionnaire, la classe ouvrière exprime selon les pays ses aspirations au travers d'un parti stalinien ou d'un parti réformiste. L'affirmation selon laquelle le SPD ne serait plus un parti ouvrier parce qu'il est réformiste, montre ainsi son inanité.

Tous les commentateurs ont souligné la place qu'a tenue dans ces élections la politique étrangère. Plus précisément, ce

qui a été effectivement au centre des préoccupations des masses, c'est la question de l'unité de l'Allemagne.

La classe ouvrière allemande, à travers ses luttes, tend à reprendre politiquement la place qui est la sienne. Elle ne peut, dans ce mouvement, que mettre au premier plan le rétablissement de l'unité nationale car c'est la question de sa propre unité, comme classe, qui est en jeu.

La division de l'Allemagne cristallise la division de l'Europe. Unifiée, la classe ouvrière allemande n'accepterait certes pas la dictature policière de l'appareil bureaucratique qui a dû faire appel aux chars du Kremlin pour écraser les insurgés de juin 1953 ; elle n'accepterait pas plus le retour des usines et des terres de l'Est du pays à leurs anciens propriétaires : au contraire c'est la question de l'extension de ces conquêtes qui se poserait.

Le combat pour l'unité de l'Allemagne est inséparable de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Ce n'est certes pas ce problème explosif que Brandt, pilier de la « coexistence pacifique » entend soulever. Le traité entre les « deux » Allemagne a avant tout comme signification d'essayer de consacrer la division du pays, de l'institutionnaliser.

Mais les nécessités de ce traité conduisent à des mesures (multiplication des échanges, plus grandes facilités de circulation) qui sont autant de lézards dans le mur qui sépare les deux parties du pays. Et pour les jeunes et les travailleurs, la politique du SPD est saisi comme s'opposant aux plans de destruction des conquêtes ouvrières existant à l'Est que signifiaient en définitive (indépendamment du fait que la bourgeoisie ne pouvait en faire aujourd'hui une perspective concrète) les plans de Barzel et Strauss en même temps qu'ils y voient un moyen d'avancer sur la voie de l'unification de l'Allemagne.

C'est aussi pour cela qu'ils ont voté pour le SPD.

Répetons-le : ces élections sont une étape dans la montée politique de la classe ouvrière allemande. Elles annoncent de nouveaux combats de l'un des plus puissants prolétariats d'Europe ; elles préludent à de multiples batailles politiques au sein du mouvement ouvrier lui-même, car les travailleurs n'entendent pas être frustrés de leur victoire.

Ces élections contribuent à approfondir en particulier la crise de la bourgeoisie française en période pré-électorale.

Marcellin débouté, Denis Langlois relaxé

Monsieur Marcellin vient de perdre un nouveau procès. La cour d'appel, après la 1^{re} chambre correctionnelle, a relaxé M. Denis Langlois, avocat attaché à la défense des droits de l'homme et attaqué par le ministre de l'Intérieur pour « diffamation envers la police » pour avoir publié un livre maintenant célèbre, Les dossiers noirs de la police française (Ed. du Seuil).

Parmi plusieurs passages qui servaient à l'inculpation, il s'agissait notamment du cas du jeune Jean-Pierre Thevenin, trouvé mort le 15 décembre 1968 au commissariat de Chambéry.

Si la 1^{re} chambre correctionnelle avait, le 8 juin, « admis la bonne foi des prévenus » (M^{rs} D. Langlois et son éditeur) la cour d'appel affirme par contre que, pour elle, « il n'y a pas » de diffamation envers l'administration de la police, « il y a

« diffamation envers des policiers, les uns identifiables et les autres nommément désignés ».

Que signifie alors son jugement de « relaxé » avec de tels considérants ? Si M^{rs} Denis Langlois dit la vérité de bonne foi comme le tribunal l'a conclu le 8 juin, il ne saurait y avoir « diffamation » de quiconque. Il devrait même y avoir inculpation des policiers mis en cause par M^{rs} Langlois. A moins que M. Marcellin, qui n'a pas pu arracher une condamnation qui aurait paru trop scandaleuse dans la situation politique actuelle, n'ait trouvé dans cette sentence matière à faire planer une « ambiguïté » de nature à permettre l'ouverture d'un autre procès lorsque les conditions lui paraîtront favorables ?

Tant il est vrai que le fait de dire la vérité n'est pas tolérable pour les représentants d'un régime social en complète décomposition.

Nixon, élu de la coexistence pacifique (suite)

Moscou, 13 novembre. A.F.P., A.P.

Au cours d'un banquet offert lundi soir au Kremlin, en l'honneur d'une délégation bulgare, M. Leonide Brejnev s'est félicité du résultat de l'élection présidentielle américaine, qui renforce les perspectives de paix mondiale.

Selon l'agence Tass, le chef du parti communiste soviétique a déclaré notamment :

« Après un quart de siècle de guerre froide, la campagne électorale aux Etats-Unis a été surtout dominée cette fois, en ce qui concerne les questions internationales, par des appels à une politique étrangère pacifique et réaliste. Les résultats de l'élection, nous semble-t-il, indiquent précisément un appel à cette politique. »

(Sans commentaire.)

abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIERES •

ABONNEMENTS

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS 11^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

1 an (48 n^{os}) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n^{os}) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

un seul candidat ouvrier au 1^{er} tour pour battre giscard

Il y a quelques semaines, le camarade Christian Nény, secrétaire régional de l'OCI, écrivait aux Fédérations et aux candidats du PS et du PCF du Puy-de-Dôme pour une candidature ouvrière unique au premier tour contre Giscard d'Estaing. A cette date, l'OCI n'a toujours pas reçu de réponse à cette lettre qui a été reprise sous forme d'un appel signé par plus de 500 travailleurs et militants de toutes tendances qui s'organisent pour que se réalise le Front ouvrier, y compris sur le terrain des élections législatives, pour faire échec — et cela est possible — au candidat du grand capital qu'est le ministre des finances.

Chers camarades,

Dans les autres circonscriptions, nous présenterons nos propres candidats au premier tour pour développer nos perspectives politiques. Nous pensons que pour modifier profondément les conditions de vie des masses laborieuses, il faut s'en prendre à la racine du mal, c'est-à-dire au système de la propriété privée des moyens de production. Nous pensons que c'est tout de suite qu'il faut affirmer cet objectif pour rassembler les meilleures forces de la classe ouvrière. Voilà ce que diront nos candidats dans les circonscriptions où ils se présenteront.

Dans le cas précis de la circonscription où se présente Giscard d'Estaing, l'OCI est persuadée que c'est dès le premier tour qu'il faut présenter une candidature unique face au Ministre des Finances de Pompidou.

En 1967, Giscard d'Estaing a été élu dès le premier tour. De la même façon en 1968, il est passé au premier tour avec plus de 60 % des voix.

Le référendum d'avril 1972, où deux électeurs sur trois ont suivi les consignes des partis ouvriers, a montré que l'influence gouvernementale baisse considérablement. Giscard d'Estaing peut être battu si la dynamique de l'unité joue son rôle comme aux municipales de Brioude en 1971 où plus d'un million de voix supplémentaires se sont cristallisées avec les voix ouvrières sur une liste unique qui a triomphé.

Camarades, cette décision aurait des répercussions dans toute la région. Les travailleurs sentiraient que leurs organisations sont capables de faire bloc devant le Ministre des Finances, principal représentant du gouvernement dans la région. Elle nous permettrait de mener une campagne commune dans laquelle les intérêts des couches laborieuses seraient clairement soulignés pour s'opposer à ceux de la haute finance défendus par Giscard d'Estaing.

En prenant cette initiative, nous continuons la lutte que nous avons menée

— au référendum de 1969 en appelant à voter NON,

— lors des élections présidentielles où nous avons mené campagne jusqu'au dernier jour pour la présentation d'un seul candidat ouvrier face à Pompidou,

— lors du référendum de 1972 où nous avons appelé à voter NON.

Aujourd'hui, nous soutenons inconditionnellement tout combat politique pour un gouvernement PS-PC sans ministre bourgeois. Nous prendrons partout position pour une candidature ouvrière unique au deuxième tour.

Camarades, convaincus que cette proposition exprime la volonté de milliers de travailleurs, enseignants, exploités qui, écrasés sous le fardeau de la vie chère, du chômage, des conditions de travail toujours plus pénibles, souhaitent en finir au plus vite avec ce régime, nous espérons que cette proposition connaîtra une issue positive dans les meilleurs délais.

militants de toutes tendances pour la réunification syndicale de l'unef

Les militants signataires sont :

— ou adhérents actuels de l'UNEF RENOUEAU (ou UNEF, 11, rue du Calre)
— ou anciens adhérents de l'UNEF RENOUEAU

— ou militants de tendances favorables au syndicalisme étudiant, actuellement encore à l'écart de l'UNEF.

TOUS estiment nécessaire de surmonter la situation de scission qui est celle de l'UNEF, à un moment où les mesures gouvernementales s'accroissent de plus en plus, pour décourager les étudiants d'entamer ou de poursuivre des études supérieures.

TOUS estiment que, face à ces mesures, les étudiants doivent pouvoir disposer d'une organisation syndicale unifiée, d'un syndicat, l'UNEF, pleinement représentatif auprès des pouvoirs publics et au sein du mouvement ouvrier.

TOUS se prononcent pour que se réalise l'UNITÉ tout de suite, sur les revendications essentielles des étudiants, sur lesquelles s'accordent toutes les tendances.

TOUS s'engagent à lutter pour la nécessaire réunification du syndicalisme étudiant dans une UNEF garantissant l'expression démocratique des adhérents et des tendances.

Les signataires soutiennent l'initiative de l'UNEF de convoquer dans toutes les villes, dans toutes les facultés des assemblées générales pour la réunification de l'UNEF.

(Ce texte a été immédiatement signé par 26 étudiants, dont certains militants du PCF et du PS.)

L'ORGANISATION DES JEUNES RÉSIDENTS S'AFFIRME !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la préparation du collectif national de l'ANJR qui va se tenir le 26 novembre à Paris bat son plein. Quelque 40 FJT ont déjà élu leurs représentants et s'apprêtent à participer à cette importante réunion.

Nous publions ici quelques documents du FJT de la Régie Renault de Meudon qui montre le développement du travail de l'ANJR, et en particulier le combat qu'elle mène avec les syndicats ouvriers pour la satisfaction des revendications des résidents.

revendications...

Un cahier de revendications des résidents du foyer ALTI-RNUR de Meudon a été élaboré par les résidents avec l'ANJR, la Commission jeune de la CGT, puis a obtenu le soutien de la CFDT. 170 résidents l'ont appuyé, tant par leur participation aux trois assemblées générales qui ont contribué à sa constitution, que par la signature d'une pétition circulant dans le foyer.

Ce cahier de revendications, dont la satisfaction est exigée par la motion unanime du 16 novembre, porte sur les points suivants :

1. Droit de visite.
2. Inviolabilité du domicile.
3. Libertés démocratiques : aucune exclusion pour raison politique ou syndicale, liberté d'affichage, de réunion, d'assemblée.
4. Non-augmentation des loyers.
5. Droit de regard (délégués au Conseil d'administration, non pour gérer, mais pour informer).
6. Organisation d'une vie socio-culturelle : droit d'entrée du Comité d'entreprise pour la présentation de ses activités ; organisation d'un foyer avec des moyens financiers et matériels.
7. Un local pour les cycles.
8. Une ligne téléphonique inter-départementale.
9. Un self-service.
10. Préavis d'un mois avant toute exclusion de résident.
11. Les résidents exigent la réadaptation complète du règlement intérieur sur la base de la satisfaction des revendications énoncées précédemment.

décisions...

Les résidents du foyer ALTI-Renault de Meudon, réunis le 16-11-72 à l'appel de l'ANJR, la CJ-CGT, la CFDT :

— après avoir discuté de nos revendications qui sont justes et légitimes et qui ont été rassemblées dans un cahier de revendications :

— DECIDONS

1. de participer et soutenir la délégation composée de résidents avec l'ANJR, la CJ-CGT, la CFDT, qui ira porter le cahier de revendications :

— avant le jeudi 23-11-72, au siège de la direction de la RNUR, en espérant que celle-ci aura répondu positivement à la lettre de demande d'audience que l'ANJR, la CJ-CGT, la CFDT lui auront envoyée le vendredi 17-11-72 :

— le mardi 21-11-72 à 17 h 30 à la direction ALTI du foyer.

2. De nous réunir en AG de compte rendu de délégation le jeudi 23-11-72 à 20 h au sous-sol du bâtiment C pour prendre les décisions qui s'imposeront pour la satisfaction des revendications.

— AFFIRMONS qu'en cas de refus de la part de la direction de satisfaire les revendications, la direction, et elle seule, serait responsable de la suite qui serait donnée à l'action engagée.

Adopté à l'unanimité des 62 jeunes résidents, l'ANJR, la CJ-CGT, la CFDT.

Le 16 novembre

Une deuxième motion exigeant la réintégration de Marius Raguet au foyer de Charleville-Mézières a été également adoptée à l'unanimité.

Résidentes, résidents de tous les FJT de France, rendez-vous à Paris. Envoyez vos délégués.

Faites adhérer en masse à l'ANJR.

COLLECTIF NATIONAL DE L'ANJR - 26 NOVEMBRE 1972

10 HEURES DU MATIN - FACULTE DES SCIENCES - AMPHI F1

Métro : Jussieu

Résidents, prenez contact avec l'ANJR,

91, rue du Faubourg-Saint-Denis - Tél. TAL. 48-11.

ELECTIONS A LA M.N.E.F. (lyon - saint-etienne)

Les élections pour le renouvellement du bureau de la section de Lyon de la MNEF se sont déroulées le mercredi 15 novembre.

Ces élections ne manquaient pas d'importance. Alors que la liste UGEL-UNEF avait, voilà six mois, remporté la victoire, le Bureau national, refusant de s'incliner, « invalidait » ces élections.

A la rentrée, on sait comment fut sabotée par Sens, Finel et Woolber la réunion du CA parisien de la MNEF.

Les élections à Lyon-Saint-Etienne deuxième ville universitaire de France, prenaient une importance politique de premier ordre.

Les dirigeants du CERES qui sont à la direction de la MNEF s'étaient engagés à ce que les élections de Lyon se déroulent démocratiquement. Les engagements ont été tenus.

C'est le camarade Bartoli qui pour le BN de la MNEF a garanti sur place le bon déroulement des élections.

Les étudiants ont, dans ces conditions, pu voter en masse, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Près de 3 000 étudiants ont donc pris part au scrutin. 1 231 voix se sont portées sur la liste UGEL-UNEF, 1 109 voix sur la liste UNEF-RENOUEAU, et 356 voix sur celle « Autogestion » présentée par le MARC et le CERES et soutenue par le Bureau National de la MNEF.

Une première conclusion doit être tirée : quand les étudiants peuvent voter librement, sans truquage, quand les assesseurs de chaque liste peuvent

contrôler toutes les phases du scrutin, quand le dépouillement se fait publiquement (ce fut le cas à Lyon), il y a plus de votants pour la MNEF que pour les élections-participations Faure Fontanel !

La MNEF affirme ainsi sa suprématie sur les mutuelles concurrentes financées par le capital.

Une deuxième conclusion s'impose. Les dirigeants de l'UEC affirmaient à juste titre lors de l'ouverture du scrutin, que la liste qui aurait le meilleur résultat démontrerait sa représentativité dans le milieu étudiant...

C'est vrai.

Les étudiants ont donc voté majoritairement pour une gestion syndicale de la MNEF contre les participationnistes.

Pour la première fois, les dirigeants de la Mutuelle ont organisé des élections démocratiques. Les engagements des dirigeants de la MNEF ont été respectés dans les faits.

Nous sommes les premiers à nous en féliciter.

Les résultats de Lyon-Saint-Etienne, dépassent largement les problèmes de la Mutuelle : c'est l'UNEF qui sort grande de cette bataille. Une UNEF qui doit encore se développer, s'implanter, faire quotidiennement la preuve de sa représentativité aux étudiants...

1 231 étudiants ont, à Lyon-Saint-Etienne, voté pour l'Unité syndicale, contre la participation. Ils ont maintenant les moyens de gagner à l'UNEF, les moyens de notre politique.

DERNIERE MINUTE...DERNIERE MINUTE...DERNIERE MINUTE...DERNIERE
LA BATAILLE POUR LA REINTEGRATION DE JEAN-LOUIS WANDER

Mardi 20h30. A l'heure où nous mettons sous presse, plus de mille lycéens sont rassemblés devant le lycée Jacques Decour. Plusieurs lycéens sont représentés. Plusieurs 51 ont apporté leur soutien. Dans le Conseil de discipline, parents d'enseignants exigent "aucune sanction pour Wander, Expulsion de Cathou". A l'extérieur, les lycéens scandent : CATHOU DEDORS, WANDER DEDANS.

Le Bureau du S1 Buffon, ayant pris connaissance des incidents survenus au lycée J. Decour :

— demande la cessation des poursuites et sanctions contre Jean-Louis Wander,

— condamne ceux qui soutiennent, à J. Decour, M. Kasperleit en entravant l'exercice des libertés démocratiques, et notamment du droit d'affichage,

— demande au S3 l'ensemble du dossier concernant les agressions et atteintes aux libertés démocratiques à J. Decour et ailleurs.

les travailleurs ont les moyens de vaincre !

Les grèves tournantes des cheminots, les grèves de 24 h de la fonction publique ont pris fin.

Du côté du patronat et du gouvernement, on n'arrive même plus à afficher le soulagement d'avoir « duré » le temps d'une « vague revendicative » de plus. L'inquiétude du lendemain domine, car rien n'est réglé. La classe ouvrière est debout, la résolution de la bourgeoisie toujours aussi hésitante.

Hamelet, du « Figaro », juge ainsi des choses : « Exutoires diront les moins pessimistes. Mais l'exutoire s'il recule les effets des conflits, ne résout rien et au contraire en aggrave le contenu. »

En effet, le contenu reste entier : l'inflation croît dans des proportions importantes, les partis politiques du capital craignent que le climat politique et social ne les empêche de préparer les élections avec les ressources nécessaires.

La question se pose ainsi : — ou bien le gouvernement tente de rétablir la situation avant les élections en prenant les initiatives capables de rendre l'économie française concurrentielle, que l'Usine Nouvelle, hebdomadaire des trusts

de la sidérurgie, qualifie de mesures permettant de « diminuer les coûts salariaux ». Il s'agit de faire payer les travailleurs, les « petites gens » des villes et des campagnes. Mais c'est alors « prendre le risque » de la flambée de colère que rien ni personne ne pourrait contenir ;

— ou alors il faut attendre les élections. A cela, « Les Echos » répond avec la pertinence des fidèles défenseurs de l'ordre bourgeois : « Contrairement aux apparences, des mesures de rigueur sont plus payantes en période électorale que post-électorale, puisqu'au mieux il y a un plus grand risque à remettre en question un effort national. »

Pour les travailleurs, la dislocation de l'action gouvernementale ainsi attestée par le chassé croisé des déclarations contradictoires concernant cette « tâche nationale de rétablir la confiance », est une puissante impulsion dans le combat pour la satisfaction des revendications.

Comment faut-il alors comprendre la politique menée par les directions à tous les niveaux :

— 24 h de grève, le 14, des fonctionnaires.

— 24 h de grève, le 15, des postiers, qui sont fonctionnaires mais appelés à s'abstenir le 14 ;

— 24 h de grève, le 15, des services de santé, qui sont fonctionnaires, dont le gouvernement veut liquider le statut, et qui sont appelés à s'abstenir le 13 et le 14 ;

— grèves « par zones » à la SNCF en fin de semaine ;

— grève de 24 h prolongée par des grèves tournantes chez les agents d'Etat des PTT, etc., etc.

Il apparaît bien clairement que la première tâche des directions qui consisterait à unifier le front ouvrier contre l'adversaire commun, pour le forcer à reculer et profiter de son désarroi, n'est pas remplie comme elle devrait l'être. D'où l'apparent répit pour la bourgeoisie. Pourtant, celle-ci ne peut pas l'utiliser, malgré la « tactique des luttes » préconisée par les dirigeants, et qui ne permet pas d'abandonner.

C'est que les travailleurs veulent vaincre.

Qu'ils participent aux grèves tournantes comme chez les cheminots, ou qu'ils s'ab-

tiennent comme chez les fonctionnaires, tout atteste que, dans la conscience des travailleurs en lutte, la volonté d'obtenir satisfaction, d'aller jusqu'au bout pour arracher les revendications, fait son chemin.

C'est ce qui fait dire à « La Croix » du 17-11-72 : « Le succès du mouvement actuel des cheminots est comparable à celui de la grève du 20 octobre dernier... »

« Dans l'entourage du Premier ministre, on affirme que la situation à la SNCF est de plus en plus « insaisissable ».

Ainsi, rien n'est suffisant pour personne.

La non-satisfaction des revendications des cheminots, des fonctionnaires, de toutes les catégories de travailleurs, accumule des ressources de volonté que l'écran des déclarations pré-électorales ne peut masquer.

L'impasse du gouvernement ouvre la voie à une situation d'affrontement des classes ; préparée par la résolution de dégrader les formes d'action capables d'obtenir, tout de suite, ce pourquoi on tend à lutter.

un même combat...

Le 9 décembre, avec les militants et les travailleurs, avec tous les syndicats et tous les partis ouvriers, les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière défilèrent à l'appel du Comité National d'Action Laïque.

Le 9 décembre, après la manifestation, à 18 h, les 300 délégués des groupes politiques constitués dans les entreprises de Paris et de province se constitueront en Assises nationales pour le Front unique ouvrier.

UN MEME COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Le 9 décembre, tous seront présents à la manifestation appelée par le CNAL contre le démantèlement de l'école laïque organisé par le gouvernement qui, systématiquement, détruit, pour les jeunes générations, pour les fils et filles de travailleurs, pour tous les jeunes, les possibilités d'accéder aux connaissances nécessaires et à un métier qualifié.

Ainsi la résolution du colloque du CNAL explique-t-elle :

« Le développement du chômage frappe tout particulièrement les jeunes, qu'ils sortent de l'appareil scolaire à la fin de leur scolarité obligatoire sans formation professionnelle ou qu'ils poursuivent dans le secondaire ou le supérieur des études qui, par suite de la sélection impitoyable et de la réduction des emplois, ne mènent à rien. »

Dans l'enseignement privé, le nombre des boursiers d'Etat augmente de 10,5 %, tandis que la proportion des boursiers baisse dans l'enseignement public. L'enseignement privé, à 90 % confessionnel, est donc très largement bénéficiaire, situation constatée depuis plusieurs années. »

Le 9 décembre, la puissante manifestation laïque affirme la volonté des masses laborieuses d'en finir avec les gouvernements du capital. Comme le dit la résolution issue des travaux du colloque du CNAL :

« En même temps que le gouvernement cède aux pressions de la hiérarchie catholique et accroît son aide à l'enseignement confessionnel, il s'attache à répondre aux exigences du patronat en assujettissant davantage encore l'école aux besoins à court terme de celui-ci (...). »

Le pouvoir est donc bien l'instrument des féodalités économiques qui, dans leur volonté d'asservir l'éducation nationale, mènent leur offensive à la fois par le développement de l'enseignement confessionnel et patronal et par l'assujettissement du service public. »

Les 9 et 10 décembre, aux Assises nationales pour le Front unique ouvrier sera matérialisé l'effort militant interprété de la volonté des masses laborieuses de substituer au gouvernement Messmer, en utilisant toutes les formes de lutte, aussi bien sur le terrain de la lutte de classes directe que sur le terrain électoral, un gouvernement des organisations ouvrières unies s'engageant à satisfaire les légitimes revendications et aspirations des travailleurs.

Les 9 et 10 décembre, les 300 délégués des groupes politiques constitués dans les entreprises, exprimeront le pas en avant effectué dans la voie de la construction du Parti révolutionnaire en France, associant les travailleurs et militants de toutes tendances dans le combat pour le gouvernement ouvrier.

mineurs de potasse : la volonté d'aller jusqu'au bout

Les mineurs de potasse d'Alsace ont sonné à leur cinquième semaine de grève. Dimanche on a appris l'occupation des puits. Les mineurs savent bien que l'enterrement du Bassin de Lorraine s'est fait à grand renfort de curés, de « comités de défense », de « concertation », de cris « unitaires » et de « députés de Lorraine ».

Alors, ils ont réfléchi. L'expérience politique ne leur fait pas défaut. Dans les années 60, on a enterré Decazeville. Et puis les mineurs de charbon, en 1963, ont dit non. Par leur action, et malgré les obstacles internes à leur mouvement, ils ont obligé de Gaulle à reculer, à liquider la politique d'intégration, les plans de Massé et de Toutée, etc.

Aujourd'hui encore, la presse est obligée de se faire l'écho déformé de la résolution des mineurs : « Déjà, lors de la manifestation de masse qui s'est déroulée à Mulhouse, il a fallu toute l'éloquence des leaders syndicaux pour dissuader les 5 000 manifestants de se rendre à l'immeuble de la direction générale des Mines de Potasse », écrit « La Croix » du 15 novembre.

La question posée au gouvernement est claire : en cédant aux grévistes, il risque

de mettre en cause toute la politique salariale dans le secteur nationalisé.

La destruction des acquis des mineurs de Potasse, un problème régional particulier, comme le dit la CFTD ?

Mais en fait, aussi bien à l'EDF qu'à la RATP et à la SNCF, les acquis particuliers sont mis en cause.

Les effectifs sont en baisse du fait de la mécanisation, de l'aggravation des conditions de travail dans la Potasse comme à la RATP et chez les cheminots.

Les mineurs de Potasse, par leur acharnement, indiquent que les affrontements de classe en cours et à venir peuvent, à tout moment, déboucher sur une situation politique où la question du gouvernement sera posée dans toute son ampleur.

Avant assimilé l'expérience des mineurs de 1963 qui ont préparé la grève générale de 1968 ayant conduit à la chute de De Gaulle, connaissant les conditions politiques qui ont entraîné l'échec du référendum de Pompidou, les mineurs de Potasse, avec une juste conscience des obstacles à lever, ont manifesté malgré les tergiversations des dirigeants, leur volonté d'en finir et d'aller jusqu'au bout pour gagner.

Les directions se dérobent mais l'unité peut être imposée pour le succès des actions

Le 3 novembre 1972, les « techniciens » et les ouvriers d'Etat des PTT ont été appelés par les directions de la CGT, de la FNT et de la CFTD à faire grève pendant une journée. Le communiqué commun de ces organisations précisait que cette action serait suivie par des actions régionales tournantes. En outre, ce communiqué précisait que c'était là le résultat de la consultation nationale ouverte dans tous les bureaux et centraux.

Réuni en Assemblée générale, le personnel a clairement manifesté sa volonté de lutter, de gagner.

Au responsable CGT qui prétendait que les grèves tournantes avaient fait reculer le Ministère (alors que rien n'a été gagné), les grévistes crièrent, sifflèrent, bref exprimèrent leur désaccord par des bruits divers.

Pendant la discussion, un technicien du central Mollat a déclaré : « Nous voulons DECIDER nous-mêmes, et pas seulement être consultés. »

Un autre de Paris Central s'étonne qu'on ait remis la décision de manifester jusqu'au Ministère et éventuellement d'essayer d'être reçus par le ministre.

Chez Renault, les techniciens et perforateurs de l'ordinateur (DIP) sont en grève illimitée depuis le 30 octobre, après qu'ils aient été appelés à une série de mouvements qui n'avaient rien donné.

La direction refusait de négocier, la grève illimitée l'a contrainte à négocier.

La direction ne proposait que des miettes : jour après jour, appuyée sur la grève illimitée, elle est amenée à abandonner ses premières propositions.

Le 15 novembre au matin, les propositions patronales sont refusées, le personnel décide de continuer la grève illimitée.

Ainsi le mouvement unanime reste unanime :

— certains voulaient introduire l'idée qu'on pouvait « se passer des syndicats ». Cela aurait conduit à la division, cela a été repoussé ;

— d'autres ne veulent pas que l'Assemblée générale élise de comités de grève avec des organisations syndicales.

Les premières négociations se sont déroulées avec les représentants des grévistes et des organisations syndicales. Opposer les grévistes aux syndicats, le comité de grève aux organisations syndicales, autant de moyens de diviser.

LA VOIE DE L'ORGANISATION

Comme dans les PTT, il y a pour la poursuite victorieuse de l'action des problèmes à résoudre.



Du technicien des PTT qui dit : « Nous voulons décider nous-mêmes » aux travailleurs de la DIP-Renault qui sont invités le 17 novembre à voter à bulletin secret pour cesser la grève et décident pourtant de poursuivre, tous veulent la satisfaction totale des revendications.

Chez Renault, le personnel n'a pas confiance en Dieffus. Il est, si l'on peut dire, « payé » pour connaître la mauvaise foi du patronat.

Dans les PTT, on s'étonne. Le meilleur moyen de vaincre n'est-il pas d'appeler l'ensemble des catégories, des branches, à se réunir en Assemblée générale par bureau, par ville, par région et nationalement pour, à l'appel des organisations, agir dans l'unité pour les revendications communes.

Partout, il faut l'unité, il faut dégrader les moyens de l'unité. C'est ce qu'ont fait, à Paris Central, les militants qui diffusent le supplément I.O. dont sont extraits tous les éléments de cet article.

Ils étaient, durant les grèves disloquées des 14, 15 et 16 novembre, onze militants à élire le premier délégué, versant cent dix francs pour les Assises nationales.

L'un des participants, ouvrier d'Etat des PTT, a demandé que le délégué élu vienne avec lui dans son service car les horaires ne permettaient pas à ses camarades de travail d'assister à la réunion. Ainsi serait élu le deuxième délégué.

Telle est la voie de l'organisation efficace des militants qui veulent l'unité et le succès des actions.

élections chez hispano-suiza

Les travailleurs des atterrisseurs doivent être mutés chez Messier. Ils n'acceptent pas. Ils veulent combattre.

Une question se pose : que font les directions pour porter un coup d'arrêt aux mutations, pour mobiliser les travailleurs tout de suite pour la satisfaction des revendications ?

La direction du syndicat CGT répond : « Les moyens dont nous disposons pour pénétrer dans certains milieux ne nous permettent pas de travailler dans les meilleures conditions, ce qui peut laisser supposer aux salariés concernés un désintéressement de notre part vis-à-vis de leurs problèmes spécifiques. »

Quel aveu !

Lors des élections, les travailleurs des atterrisseurs se sentaient si bien défendus que leur bulletin de vote a consisté, pour leur grande majorité, en un dessin représentant les atterrisseurs dans un cerceau porté par les organisations syndicales avec ces mots : « Remerciements... un des atterrisseurs. »

Au dépouillement, un responsable dit : « Après tout ce qu'on a fait

pour vous, voilà les remerciements ! »

Un travailleur déclare, pour I.O.-Hispano n° 17 : « C'est vrai qu'il n'est pas facile de faire sortir les gars là-haut. Mais l'année dernière, quand on s'est mis en grève, on était encore 140 aux atterrisseurs. Nous sommes allés chercher nos délégués de toutes appartenances syndicales ; nous leur avons dit : voilà, on est en grève pour vous soutenir, pour que vous défendiez les atterrisseurs. Nous avons même diffusé un tract contre le démantèlement d'HISPANO. Nous avons fait signer une pétition à tout le personnel. Avec ces pétitions, nous sommes allés boulevard Haussmann soutenir les délégués. Il y avait à ce moment-là comme une petite flamme qui montait parmi les atterrisseurs. C'était aux syndicats à ce moment-là d'attiser cette flamme. Au lieu de cela, ils sont arrivés, tous, comme avec un grand jet d'eau, pour éteindre jusqu'à la moindre petite flamme. »

Pourtant, aux atterrisseurs comme dans toute l'usine, les travailleurs sont prêts, l'arme au pied pourrait-on dire. Il revient aux directions, si elles ne veulent pas continuer à se discrediter aux yeux des travailleurs, si

elles prennent au sérieux leurs propres déclarations, d'engager le combat immédiatement pour obtenir toutes les garanties nécessaires.

Dans les ateliers, dans les bureaux, les discussions s'engagent. Des militants du PCF posent le problème de l'unité, discutent avec les militants de l'OCI des voles et des moyens pour imposer l'unité aux directions.

Un militant du PCF prépare les ASSISES NATIONALES POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER avec les militants de l'OCI et de l'AJS.

Deux autres militants du PCF combattent pour la démocratie ouvrière, pour que les militants de l'OCI, de l'AO et de l'AJS aient des postes de responsabilité dans le syndicat CGT.

Les travailleurs du secteur atterrisseurs, à l'initiative des militants de l'OCI, lancent un appel aux travailleurs et aux organisations syndicales pour l'ASSEMBLEE GENERALE DE TOUTS LES TRAVAILLEURS D'HISPANO ET DE LEURS ORGANISATIONS SYNDICALES.

Le regroupement de tous les militants qui veulent combattre pour le Front unique ouvrier contre le gouvernement, pour un gouvernement PCF-PS sans représentant du capital, s'effectue à travers la préparation des Assises nationales pour le Front unique ouvrier.

- POUR L'ABROGATION DE LA LOI DEBRE-POMPIDOU.
- POUR LA NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

Nous entrons dans la phase décisive de préparation de la manifestation centrale à Paris du 9 décembre.

Cette manifestation fut décidée unanimement par le CNAL, tous les syndicats et partis ouvriers.

L'unité contre Pompidou-Messmer peut donc être réalisée sur le terrain de la défense de la laïcité, pour l'abrogation des lois antilaïques de la V^e République, pour la nationalisation de l'enseignement.

Le 9 décembre à Paris, c'est l'affaire de tout le mouvement ouvrier. Quand un gouvernement détourne massivement des fonds publics pour les verser à l'école confessionnelle, il reconstitue, sous une forme détournée, « le budget des cultes ». Ce n'est plus une affaire privée mais un problème politique fondamental. Quand ce même gouvernement finance dans le seul département de Paris 1 000 établissements privés (155 pour le primaire, 170 dans le secondaire, 140 dans le supérieur, 11 grosses « boîtes », 525 dans le technique) il montre son intention : détruire l'enseignement public, gratuit et laïque.

Il est impossible de prétendre vouloir défendre l'école publique, et donc demander pour elle les crédits et les moyens nécessaires, sans combattre pour l'abrogation des lois Debré-Pompidou, des lois de juillet 71 et du statut d'Alsace-Moselle.

Quand la direction du PCF proclame que puisque le gouvernement peut donner des milliards à l'enseignement privé, il peut donc en donner à l'enseignement public, elle développe l'illusion que ce choix du gouvernement n'est pas un choix politique, réactionnaire, délibéré. Peut-on mettre cette position en relation avec le peu d'ardeur dont font preuve la direction du PCF et celle de la CGT pour préparer massivement la manifestation du 9 décembre ?

Pourquoi la direction « Unité et Action » de la FEN OPPOSE-T-ELLE les mots d'ordre de nationalisation de l'enseignement et d'abrogation des lois Debré-Pompidou à la demande de « crédits pour l'école » ?

Il faut lever rapidement les obstacles à l'unité. La préparation dans les écoles, les lycées, dans les quartiers, les localités, dans les syndicats, de la manifestation, doit s'amplifier dans les quinze jours qui viennent. La décision unanime du colloque du CNAL le permet.

En avant pour le succès du 9 décembre, moment important de l'unité ouvrière contre Pompidou-Messmer.

LES ASSISES CGT DE LA CULTURE ET DU SPECTACLE :

l'impasse

Au début de l'année, la Fédération nationale du Spectacle CGT décidait avec le bureau confédéral de convoquer des « Assises syndicales nationales de la culture et du spectacle », définies à la Tribune du 38^e Congrès en ces termes : « Par le nombre de ses participants et la qualité des hommes de culture qu'elle réunira, cette manifestation constituera une démonstration vivante et, pourquoi ne pas le dire, prestigieuse, de l'intérêt que la plus importante centrale syndicale française attache à la revendication culturelle à la défense de notre culture nationale... et donnera « à tous les créateurs, interprètes, techniciens et travailleurs une nouvelle raison de confiance en notre grande confédération, la CGT. »

Le 9 novembre se tenait ce qui n'était plus qu'une « Assemblée syndicale nationale sur les activités artistiques et culturelles du spectacle ».

La plupart des présidents et secrétaires généraux des syndicats de la FNS étaient absents. Aucune discussion n'était provoquée entre les « délégués ». Une motion-bidon était votée par la moitié des participants encore présents. René Buhl, dans sa conclusion à cette journée, était contraint de faire état de « la déception » apparente des participants.

Pourquoi ce fiasco ?

Le texte préparatoire affirmait :

« L'assemblée du 9 novembre ne pourra pas s'en tenir au constat des faits », « la discussion devrait porter sur des solutions fondamentales », « la commission exécutive confédérale a décidé de soutenir le programme commun des partis de gauche. Ce programme avance des solutions aux problèmes qui nous préoccupent. En conséquence, elles viendront dans la discussion... ». C'est le contraire qui s'est passé.

Les dix-neuf orateurs décrièrent largement la situation pour conclure quelquefois sur « le programme commun qui apporte la réponse à nombre de préoccupations », dont « le contenu ouvre des perspectives » et, « quoiqu'il nous appartienne d'en souligner les insuffisances, nous ne pouvons que nous réjouir... etc., etc. »

René Buhl, enfin, pensait rassurer les délégués déçus en appuyant sur « la nécessité d'aborder ensemble la lutte pour le programme commun » tout en précisant : « Nous n'avons pas l'intention de l'imposer. Nous voulons que cette option soit discutée. »

Comment oser répéter « nous voulons qu'il soit discuté », alors que tout était déjà proposé par le texte préparatoire et qu'aucune discussion ne fut organisée autour des dites « solutions fondamentales ».

Buhl terminait son intervention en

disant : « Il faut créer un vaste courant de masse pour le soutenir », car « il ne se suffit pas à lui-même ». Certes aucun programme ne peut se suffire à lui-même, mais surtout aucune mobilisation n'est possible sans discussion large et démocratique sur ce qui intéresse les travailleurs : leurs revendications immédiates et fondamentales.

Et, dans la pratique, la direction du syndicat appelle à la mobilisation, tout en désorganisant le combat. On fait voter une motion qui déclare que le programme commun ouvre des perspectives aux objectifs fondamentaux de la CGT en matière de culture et qui demande à la CE d'envisager des actions sur ces questions, et, en même temps, dans les théâtre nationaux par exemple, on laisse chaque entreprise « se déterminer » séparément après un an de grèves tournantes. A l'ORTF par exemple, on se déclare pour la loi Malaud en acceptant les régies, porte ouverte au démantèlement de l'Office. Cette attitude qui divise les travailleurs et masque les attaques outrancières du gouvernement de la bourgeoisie amène de nombreux militants, et notamment des militants du PCF, à s'opposer à la direction syndicale.

Parce que le gouvernement Pompidou ne peut pas satisfaire nos revendications, il faudra le balayer et enlever la lutte, tout de suite, sans attendre que l'on « rase gratis ». Au refus des directions syndicales de créer les conditions de l'unité, il faut opposer la volonté de ressouder le front fractionné des travailleurs. C'est le sens des Assises nationales pour le Front unique ouvrier.

Correspondant I.O.

« des prêtres parmi nous »

(Extrait d'un éditorial du secrétaire général du S.N.I. dans L'Ecole Libératrice.)

« Qui aurait pu penser que le programme commun de gouvernement ratifié par les partis de gauche poserait comme premier problème celui de l'entrée des prêtres dans l'enseignement public ?... »

« Qui ou non la nationalisation de l'enseignement et l'intégration dans le secteur public des établissements et des maîtres qui auraient reçu des fonds de l'Etat, impliquerait-elle pour l'Education nationale l'obligation d'annexer les membres du clergé qui exercent dans les établissements privés sous contrat ?... »

« L'enseignement privé, dans la perspective des élections législatives prochaines, lance une nouvelle offensive afin d'obtenir d'un régime et d'un gouvernement tout disposés à l'entendre, de nouveaux avantages à ajouter à d'autres déjà exorbitants ? »

Après avoir analysé le rôle des prêtres : « Pourquoi la neutralité est un péché contre l'esprit », Oulliac poursuit :

« ... Nous n'avons pas connaissance de vocations ou d'engagements pour l'entrée des religieux dans d'autres secteurs de la fonction publique et le service de l'Etat, hors de ceux offrant un terrain d'élection pour la propagande de la foi... »

« Pour le SNI, il ne saurait y avoir d'équivoque... Les dispositions du CNAL sur la nationalisation sont très claires ! L'intégration des membres de l'enseignement privé dans l'enseignement public ne concerne que le personnel laïc, puisque les lois de la République font interdiction aux religieux d'exercer... La laïcité ne doit jamais être sacrifiée à des intérêts circonstanciels. En ces temps électoraux, ne fallait-il pas le redire ? »

la préparation de la manifestation du 9 décembre

DANS L'OISE...

Quelques centaines de militants se sont regroupés derrière la banderole du Comité départemental d'Action laïque à Beauvais. Manifestation non préparée.

Le déroulement de la manifestation exprime les contradictions actuelles. Quand Deschay (1) et une poignée de staliniens scandaient : « Des crédits pour l'école », nombreux furent les militants qui ajoutèrent : « LAÏQUE ». Quand, sur le perron de l'inspection académique, des militants dirent avec force : « Pas de curés dans l'école », quelques dirigeants du PCF s'écroulèrent pour hurler : « Du poign pour les transitions... ». « Des crédits pour l'école, pas pour les monopoles », « Des écoles, des CES... »

Quant à la nationalisation de l'enseignement et aux lois Debré-Pompidou, les dirigeants, Deschay et le PCF, les ont soigneusement escamotées !

Après la manifestation, l'OCI et l'Alliance Ouvrière réunissaient 21 enseignants du département qui décidaient unanimes (moins 2 abstentions) de s'organiser pour engager la lutte politique pour le Front unique ouvrier en décidant trois réunions, dans le cadre de la préparation des Assises nationales pour le FUO : une à Creil, une à Beauvais et une à Compiègne.

Ils adoptèrent un appel en direction des enseignants et des parents d'élèves du département afin que, avec les syndicats, les associations de parents d'élèves, les partis, soit assuré le succès de la manifestation du 9 décembre à Paris (120 francs furent collectés).

Il reste à faire que dans les localités, concrètement, les travailleurs soient mobilisés, que des cars soient demandés aux municipalités ouvrières, que les syndicats ouvriers appellent les travailleurs, que les instituteurs appellent les parents d'élèves, dans l'unité, à se rendre par centaines à Paris le 9 décembre.

(1) Rapporteuses de la manifestation est dirigée par Julien Deschay, militant PSU, très ami de la CFDT qui estime que « la laïcité est un vieux concept dépassé ».

La C.F.D.T. rectifie la position

La crise secouant la classe dominante et toutes les formations politiques se caractérise par la confusion politique extrême, approchant une véritable paralysie de la volonté. C'est avec la plus extrême angoisse que, de tous côtés et de toutes parts, on appréhende en haut, dans les cercles politiques, la « succession », tandis qu'en bas, dans les masses s'ordonne, pour qui sait voir, la force politique qui va affronter la bourgeoisie et son Etat.

En dépit des proclamations multiples sur le programme commun, il faudrait une bonne dose de naïveté pour penser un seul instant que les sommets du mouvement ouvrier s'apprêtent à recueillir « la succession ». Plus précisément le régime s'effondrant avant les élections, à l'issue de celles-ci ou après les élections, les dirigeants se préparent à préserver l'ordre de l'Etat bourgeois. A sa façon, l'attitude des dirigeants du PCF et du PS contribue à accroître la confusion politique. L'exaspération latente des masses laborieuses à l'égard des capitalistes et du gouvernement se renforce par les résultats à peu près négatifs d'une politique incapable d'ouvrir une issue positive aux revendications et aux aspirations.

Si l'approche des élections élève à un degré supérieur la confusion, les classes fondamentales, disposant leurs forces, s'apprêtent à l'affrontement.

Le tintamarre des déclarations fracassantes par lesquelles de tous côtés sur la scène publique on affirme ne pas vouloir toucher au système capitaliste, ne cache à personne que dans les fondements matériels et humains de la société une crise révolutionnaire, un peu plus tôt, un peu plus tard, est en train de se nouer.

Vue sous cet angle, la situation politique n'est plus seulement dominée par la confusion ou, plus ou moins volontairement selon les cas, les tenants et les défenseurs du système capitaliste s'efforcent de se rassurer tout en cherchant à brouiller les cartes. D'ores et déjà, des reclassements tendent à s'opérer.

C'est ainsi qu'une des ailes les plus conscientes de la bourgeoisie, l'appareil de l'Eglise, consciente des menaces révolutionnaires qui s'accumulent, est en particulier contrainte d'amener la CFDT à rectifier le tir : certes, les dirigeants de la CFDT dissertent toujours sur les « luttes », mais « la CFDT se fait plus prudente et plus orthodoxe », note le journal *La Croix* qui parle en connaissance de cause. C'est ainsi qu'à Nantes « la rédaction du journal *La Croix* et le CDI de Nantes » invitent à un grand débat public sur le thème : « Quel avenir pour les habitants de la région Nantes-Saint-Nazaire : emploi, formation professionnelle, chances de la métropole ouest dans le Marche commun, avec le concours, entre autres, de MM. BOUYER, chef d'en-

treprise, vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ; PAL-VADEAU, secrétaire général de l'Union départementale CFDT ; animé par Noël Copin, chef du service de politique intérieure du journal *La Croix*, et présenté par André GERAUD, rédacteur en chef du journal *La Croix* ».

L'affaire devient donc sérieuse pour l'Etat bourgeois dont l'Eglise est l'institution « in partibus ». La CFDT, selon Edmond Maire (*Figaro* du 17-3-1972) « souhaite l'édification d'un socialisme démocratique et décentralisé (et) défend des positions originales qui la conduisent à une confrontation permanente avec ses partenaires ».

Le contenu du socialisme autogestionnaire est une formule suffisamment claire, quoique avec toutes les restrictions mentales d'usage. Mais à Nantes, la prudence fait place à l'aveu : « la confrontation permanente avec les partenaires » est celle-là même qui amène M. PAL-VADEAU, secrétaire général de l'UD-CFDT, à la confrontation avec M. BOUYER, chef d'entreprise, vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, sous la houlette des révérends pères du quotidien de la hiérarchie ecclésiastique.

Autrement dit, derrière le paravent des affirmations et des déclarations sur « les formes modernes de la lutte de classes » chères à la CFDT, il y a la doctrine sociale de l'Eglise, la « confrontation permanente entre partenaires » sociaux. Traduction en termes politiques courants : « confrontation permanente » dans des structures corporatives liquidant l'indépendance de classe des syndicats, le « partenaire » patronal et le « partenaire » d'un syndicalisme qui serait intégré à l'Etat.

L'affaire devient sérieuse. Fini de jouer avec le camouflage des phrases « gauchistes ». La crise de la domination de classe de la société bourgeoise amène MM. Maire, Rolland et Krumnov à rectifier la position. La volonté d'arracher la satisfaction des revendications et des aspirations tend à se concrétiser du côté de la classe ouvrière dans les termes d'une lutte de classes résolue contre la domination de classe du capital. Dans les faits, les contradictions de classes entraînent la CFDT à se démasquer aux yeux des travailleurs. C'est ainsi qu'aux élections professionnelles chez

Renault, la CFDT a perdu 4,57 % des voix d'une année sur l'autre.

Le Monde note, avec une mélancolie non dissimulée, ce « net recul de la CFDT » qui « après la progression enregistrée au lendemain des événements de 1968 (19,55 % par rapport aux voix exprimées) retrouve à peine l'influence qu'elle avait en 1966 (13,51 %), n'obtenant cette année que 13,21 % des voix ».

La lutte de classes se fait plus aigre. La CFDT, après bien d'autres « autogestionnaires », a pu bénéficier

des illusions petites-bourgeoises qui ont submergé la grève générale de mai-juin 1968. Sur le terrain d'une lutte de classe qui se fera de plus en plus âpre, le mouvement de la classe dissipe les illusions. Chacun reprend sa place.

La CFDT du côté de la bourgeoisie. Et avec la CFDT tous les apôtres du « socialisme autogestionnaire ». Tels ceux qui ont constitué le CERES, tendance du Parti socialiste qu'une autre tendance de ce même parti, l'ERIS, animée par J. Poperen, caractérise comme l'allée gauche d'un courant politique voulant « par l'illusion gestionnaire et technocratique substituer à la lutte des classes la coopération entre les classes ». « L'allée droite gailliste ou post-gailliste » de ce courant prônant « la nouvelle société ».

Nous reviendrons dans notre prochaine publication sur le document de l'ERIS intitulé « Problèmes actuels du socialisme : éléments de réflexion » dans lequel la tendance Poperen formule son point de vue sur la crise du Parti socialiste.

Un livre indispensable de Léon Trotsky :

Défense du Marxisme

(En vente à la SELJO, 87, rue du Fg-St-Denis, Paris-10*)

Il vient de paraître aux Editions EDI le recueil d'articles de Léon Trotsky connu sous le titre « Défense du marxisme », qui constitue son dernier ouvrage et qui n'avait jamais été publié en français. Ces textes datent de novembre 1937 à avril 1940 et traitent d'une question centrale pour le mouvement ouvrier international : celle de la nature de l'URSS.

Jean-Jacques Marie résume parfaitement le fond du débat, porté d'abord à l'intérieur du parti le plus important de la IV^e Internationale, le Socialist Workers Party des Etats-Unis, en écrivant en introduction :

« Le nouveau système d'économie "qui lui serait propre et qui serait impossible sans elle" ? Non. Dès lors elle ne peut être qu'une "excroissance parasitaire sur le corps de l'Etat ouvrier", et qui se déstabilise d'abord par la fonction qu'elle remplit, à son profit, dans le cadre de l'Etat ouvrier. »

J.-J. Marie montre bien comment cette discussion sur la « nature de l'URSS » engagée dans le SWP n'a été qu'un moment et un des aspects de la discussion fondamentale qui s'est par la suite développée au sein de la IV^e Internationale et particulièrement jusqu'à Pablo lorsque ce dernier découvrit la théorie du caractère nécessaire de la bureaucratie pendant toute une nouvelle période historique.

Nous reviendrons largement dans l'O. sur l'analyse des textes de Trotsky contenus dans ce livre. Rappelons ceux qui sont essentiels : « L'URSS dans la guerre » (25-9-1939), « L'opposition petite-bourgeoise dans le SWP » (15-12-1939), « D'une égratignure au danger de gangrène » (24-1-1940).

Comme le rappelle Pierre Naville dans une seconde préface que l'éditeur a cru bon d'insérer : « La discussion qui fait l'objet du présent volume a été conclue en 1940 par une démission, celle de James Burnham, et à la séparation entre le groupe dirigé par Max Shachtman et le SWP. » Il est vrai que Naville, lui-même ex-trotskyiste, définit sa position théorique d'aujourd'hui en écrivant : « Il serait certes absurde aujourd'hui de croire que la méthodologie de Marx soit intangible sous tous ses aspects, comme Trotsky était peut-être porté certains jours à le croire. »

Bref comme le dit l'éditeur en avertissement, « le débat est toujours possible et reste ouvert ». C'est qu'en effet Défense du marxisme est indispensable au combat politique des révolutionnaires contre ceux qui, abandonnant la méthode de Marx, représentent un obstacle supplémentaire sur la voie de la reconstruction de l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale.



« Trotsky revient pour la centième fois sur l'analyse de la bureaucratie "tumeur ou nouvel organe ?" en se refusant à faire dépendre la réponse à cette question de la signature du pacte germano-soviétique. La nature de l'URSS ne dépend pas du fait que la bureaucratie s'allie avec les démocraties bourgeoises ou avec le fascisme. "La bureaucratie constitue-t-elle une excroissance temporaire sur l'organisme social ou bien cette excroissance s'est-elle déjà transformée en un organe historiquement nécessaire ?" Bref la bureaucratie est-elle "porteuse ou non" d'un nou-

Des centaines de signatures sur la lettre de Jean Delarue à Albert Beaudout (1)

Contre les calomnies et la violence, pour la démocratie dans le mouvement ouvrier

Au moment où, dans les Yvelines, les dirigeants stalinien du SNI, en la personne de Beaudout, lancent une campagne de calomnies sans précédent contre les militants trotskystes, on comprend la signification de la bataille engagée tant dans les Yvelines qu'à Belfort et à la Pitié-Salpêtrière pour le respect de la démocratie ouvrière et le refus des violences dans le mouvement ouvrier.

A la Pitié-Salpêtrière, les travailleurs s'organisent pour exiger la réintégration dans la CGT du camarade Robert Quintin, militant de l'OCI, qu'ils reconnaissent toujours comme leur secrétaire syndical CGT, bien qu'exclu de son syndicat depuis un an, au mépris des statuts confédéraux. Quinze travailleurs qui, depuis un an, comme tous ceux du service où travaille notre camarade, n'ont pas reçu leur carte syndicale, viennent de signer une lettre ouverte au Bureau du syndicat CGT de l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

A Belfort, à l'Alsthom-Unieloc, la bataille pour la réintégration dans la CGT de notre camarade Jacques Meyer, militant trotskyste exclu après la grève générale de mai 68, s'est menée sans résultat pendant des années. C'est alors que les militants lutte de classe de l'Alsthom à Belfort prenaient en charge la construction d'une section CGT-Force Ouvrière contre laquelle l'appareil stalinien vient de se déchaîner en dénonçant nonamment notre camarade Meyer, en le mettant en cause comme membre de « l'AJS, mouvement trotskyste-gauchiste ».

(1) Lire, dans « L.O. », n° 585, la lettre ouverte de Jean Delarue à Albert Beaudout rébutant les calomnies stalinien.

DERNIERE MINUTE ... DERNIERE MINUTE ... DERNIERE MINUTE ... DERNIERE MINUTE ...
Contre la numéros ciseaux en Médecine.

306 étudiants de Médecine des Facultés de Cochin, Lorrainière et de Quest-Necker, Pitié ... à l'appel de l'Assemblée générale Inter-CHU du 20 Novembre, soutenus par l'UNEF, ont manifesté le 21 Novembre au métro Cambronne, se sont dirigés vers le Ministère et ont envoyé une délégation pour exiger l'abrogation du numéro ciseaux, des fonctions hospitalières rémunérées pour tous, l'intégration en PCFM 2 des étudiants ayant eu la moyenne en PCFM 1.

LISEZ, ABONNEZ-VOUS A

LA VERITE

menacée par les impositions abusives de Giscard

(Cinq numéros : 25 F, dix numéros : 45 F ou 100 F de soutien, abonnement perpétuel : 250 F, au CCP Bloch Paris 606-23.)

ATTENTION

Vous n'avez plus que jusqu'au 10 décembre pour souscrire à la collection de la réimpression de « La Vérité » d'octobre 1958 à mars 1961, au prix de 47 F à verser au CCP Bloch, Paris 16 913-99

JR 33

la jeunesse est le flambeau de la révolution prolétarienne: R. Lobbach

LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

LENINE AURAIT-IL SIGNE LE PROGRAMME COMMUN ?

CHILI : LENINE AU GOUVERNEMENT

VIET DE PARAITRE

Le Front unique en Espagne et ses composantes

El Ferrol, SEAT, Vittoria, Vigo... Grèves et manifestations ouvrières se succèdent en Espagne, malgré les arrestations et les interventions armées de la police. L'activité de la classe ouvrière aujourd'hui est manifestement au centre de la situation politique en Espagne.

Mais les problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les militants ouvriers espagnols, les formes que prend la réorganisation du mouvement ouvrier ne peuvent être examinés sans se référer à la situation créée au lendemain de la victoire militaire de Franco en 1939.

Dès sa naissance, le régime franquiste s'est caractérisé avant tout comme un régime de violence organisée contre la classe ouvrière, afin de lui interdire toute forme d'organisation indépendante de classe, syndicale comme politique.

D'une part, les premiers mois du régime seront marqués par des dizaines de milliers d'arrestations et d'exécutions sommaires, déclinant les cadres des organisations ouvrières. D'autre part, Franco met en place une organisation corporatiste, établie selon les modèles mussoliniens et hitlériens : par branche de production sont constitués des « syndicats verticaux » dont tous les « producteurs », ouvriers, ingénieurs et patrons sont obligatoirement membres. Modifié à plusieurs reprises dans le détail par des « lois de réorganisation syndicales » présentées à grand renfort de propagande, le système des syndicats verticaux, aujourd'hui rebaptisé Confédération Nationale des Syndicats, demeure directement intégré à l'Etat avec comme tâche de « réconcilier » patrons et ouvriers, même s'ils sont maintenant séparés en deux « collèges » distincts.

Si la loi les contraint à s'affilier à la CNS, les travailleurs ne la reconnaissent nullement comme leur organisation. Ils en font quotidiennement la démonstration et les syndicats verticaux se montrent incapables de remplir leur tâche : assurer la subordination et la « participation » oranique d'une fraction de la classe ouvrière aux besoins du régime.

La reconstruction du mouvement syndical

S'il en est ainsi, c'est que le prolétariat espagnol, dans le cours d'une remontée dont le point de départ est la grève qui commença en 1957 dans les Asturies, a entrepris, sous le feu de la répression, la reconstruction de ses organisations indépendantes de classe.

Cette reconstruction ne se déroule pas de façon uniforme. D'une part, elle est marquée par la renaissance dans les luttes de l'action des organisations syndicales de masse du prolétariat espagnol (CNT et UGT). En particulier dans les Asturies et au pays basque, l'UGT, de tendance réformiste, fait la démonstration de la profondeur de son implantation.

D'autre part, dans les luttes également, des formes d'organisation surgissent, en particulier là où la répression ouvrière s'était développée plus tardivement (Madrid, les concentrations sidérurgiques près de Valence, etc.) : ce sont les Commissions ouvrières.

Elles sont nées au niveau de l'entreprise, sous des formes variées, de caractère temporaire, pour organiser la résistance et l'action une des travailleurs, pour leur permettre de formuler leurs revendications dans telle ou telle situation concrète. Dans les conditions d'une lutte encore clandestine, elles constituaient un élément embryonnaire de la reconstitution du mouvement syndical unifié, elles correspondaient à l'aspiration des travailleurs à donner un cadre militant à leur résistance à l'exploitation.

La transformation des Commissions ouvrières en une forme d'organisation permanente a eu lieu, mais sur une orientation politique qui est celle du Parti communiste espagnol.

Une expérience a ainsi été faite

dont les militants ouvriers espagnols se doivent de tirer toutes les leçons. La politique dite de « réconciliation nationale », défendue par le Parti communiste espagnol, a conduit dans les entreprises à l'appel à la participation massive aux élections du syndicat corporatiste, pour le changer de l'intérieur. Les illusions sur une prétendue transformation interne du régime aboutirent à la ligne « d'apparition à la surface » qui rendit les militants vulnérables à la répression. C'est à Madrid tout particulièrement que cette orientation a été suivie en 1967 jusqu'à ses dernières conséquences. Aujourd'hui des milliers de militants tirent le bilan d'une politique qui a coûté cher au regroupement de la classe ouvrière espagnole.

Ailleurs, par exemple en Catalogne, dans le Nord du pays, dans des corporations plus lentes à s'organiser, comme le bâtiment, et où les militants tenaient compte de l'expérience négative du passé, les Commissions ouvrières ont constitué un cadre d'organisation effectif pour une fraction de l'avant-garde ouvrière.

Les militants organisateurs — y compris ceux qui étaient sous l'influence du PCE — ont cherché à protéger leur organisation et en 1971 nombre d'entre eux se sont opposés aux consignes de participation aux élections « syndicales » officielles qui demeurent la ligne nationale des commissions ouvrières.

Une puissante volonté d'unité

Dans les grèves de la construction à Madrid, dans la grève Michelin à Vittoria, à la SEAT de Barcelone, dans les mouvements de fond du prolétariat de Galicie (El Ferrol, Vigo), les Commissions ouvrières ont, dans cette mesure, joué un rôle important.

Aujourd'hui, dans la phase nouvelle de la lutte des masses, ouverte par le recul de la dictature lors du procès de Burgos, deux caractéristiques majeures se dégagent.

Tout d'abord, la volonté des travailleurs de contrôler leurs combats. A Vittoria, à Vigo, dans nombre d'entreprises, les mouvements ont été centralisés par des comités de grèves, élus par les travailleurs et rendant compte de leur action devant des assemblées générales. A Vigo, pendant quelques jours, c'est un comité central de grève qui dirigeait le combat dans l'ensemble des usines et chantiers. Les militants des Commissions ouvrières sont présents dans ces comités de grève, ainsi que ceux d'autres organisations comme la CNT et l'UGT et des travailleurs non-organisés.

Le second trait marquant c'est l'acharnement de la classe ouvrière à se donner les moyens de son unité, à réaliser le front unique.

Cette aspiration a trouvé sa première traduction dans les Asturies en 1969-1970 avec la création du Comité de Solidarité des Asturies regroupant les différentes organisations ouvrières, y compris — après de longues discussions — les Commissions ouvrières.

Cette année, lors du 1^{er} mai, à Tarassá, ville industrielle de Catalogne, aux riches traditions de lutte, un accord pour une préparation unitaire du 1^{er} mai a rassemblé les Commissions ouvrières, la section locale du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), les Jeunesses du PSUC, l'Organisation Trotskyiste d'Espagne, « Proletario ».

A Madrid également, un accord du même type a été conclu entre la CNT, l'UGT, les Commissions ouvrières et la FST-UST. Par le lieu où il s'est accompli, l'accord de Madrid a été d'une énorme importance. Il montre la voie par laquelle il est possible d'aboutir à une lutte unitaire efficace contre la dictature franquiste.

C'est dans cette voie, celle de l'unité de combat contre la bourgeoisie espagnole et le régime qu'elle a engendré, et dans cette voie seulement, que peut être dégagée l'issue victorieuse.

Après la mort de Galanskov, Yakir, Grigorenko
et des centaines d'autres sont menacés

IL EST URGENT D'AGIR !

Le mouvement ouvrier international ne laissera pas impunément les bureaucrates du Kremlin et leurs laquais de Prague écraser les militants qui luttent inlassablement pour la défense des conquêtes ouvrières en URSS et en Europe de l'Est, pour les droits démocratiques qui y sont bafoués.

C'est déjà trop que Youri Galanskov ait péri aux mains de ses geôliers, lorsque l'on sait les conditions de sa détention et le refus de lui accorder les soins qui auraient pu le sauver. Cela, les militants ouvriers, les travailleurs, les démocrates du monde entier ne peuvent l'accepter. Il y a de la vie de Piotr Yakir, du général Grigorenko et de centaines de leurs camarades.

La Commission administrative de la FEN vient de prendre ses responsabilités en rappelant que le temps presse pour faire la vérité sur le sort réservé à Yakir et Grigorenko, avant qu'il ne soit trop tard. En même temps qu'elle demande à toutes les organisations ouvrières de ce pays de prendre rapidement une initiative unie en ce sens, la FEN, en la personne de son secrétaire général, James Marangé, vient de solliciter auprès de l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, la demande de visas formulée par quatre professeurs de la Faculté des Sciences de Paris et un avocat (voir - I.O. - n° 585).

La est la voie de l'efficacité. Unies, les organisations du mouvement ouvrier peuvent arracher satisfaction. Partout le travail de regroupement unitaire s'effectue. Ainsi à Nantes le 17 novembre, une réunion de 100 travailleurs et militants, à l'appel de l'OCI, de l'Alliance Ouvrière et de l'AJIS et avec la participation d'un orateur des Jeunesses Socialistes, de l'UD-CGT-Force Ouvrière, a permis une discussion se menant entre militants de toutes opinions, y compris des militants du PCF et de la CGT. Les travailleurs et militants rassemblés ont décidé de s'adresser à toutes les organisations ouvrières de Nantes pour qu'y soit constitué dans l'unité un Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. A la Cité universitaire Grandmont (Tours), en commun, l'AER (AJIS) et les JS appellent à la libération de Yakir et Grigorenko.

C'est ainsi que Ludek Pachman a été libéré par le mouvement ouvrier uni en mai dernier. L'appel du rassemblement des 28 et 29 octobre, auquel vient de répondre la FEN en l'amplifiant, sera entendu, comme le démontre la lettre d'une militante du PCF publiée ci-dessous. Des millions de travailleurs, avec leurs organisations affirmeront : « Non les combattants du socialisme que sont P. Yakir, P. Grigorenko et leurs camarades de Prague ne seront pas écrasés ! Une commission d'enquête se rendra sur place pour faire respecter les droits des militants et travailleurs persécutés ! Nul ne saurait accepter que la mort de Youri Galanskov soit suivie d'autres crimes contre les militants en URSS et en Europe de l'Est ! »

La F.E.N. : « Il faut faire toute la lumière »

La nouvelle parvenue en France, le 10 novembre 1972, annonçant que l'écrivain soviétique Youri Galanskov, condamné à la déportation en janvier 1968 pour avoir rédigé et diffusé publiquement une revue littéraire et politique, venait de mourir à l'âge de trente-trois ans dans un camp de concentration en Union soviétique, souligne la gravité des atteintes aux libertés démocratiques commises aujourd'hui en URSS au nom même du socialisme.

La FEN souligne la gravité de telles atteintes. Celles-ci, en outre, constituent pour la réaction dans notre pays une aide inespérée dans sa tentative de rester au pouvoir, car elles permettent à la bourgeoisie de détourner de nombreuses victimes de sa politique de la lutte pour le socialisme en confondant celui-ci avec la violation des libertés fondamentales, alors qu'il n'est de socialisme que dans et par le respect des libertés.

Dans cette situation, la FEN considère comme des faits particulièrement graves :

a) que depuis l'arrestation de Pierre Yakir, fils du général Yakir, le 21 juin 1972, on soit resté sans la moindre nouvelle de son sort, ni des griefs qui lui sont adressés ;

b) qu'une commission spéciale ait prolongé de six mois le séjour du général Grigorenko dans un hôpital psychiatrique spécial où il est interné, d'après sa femme, dans la même cellule qu'un assassin reconnu irresponsable.

C'est pourquoi la CA de la FEN, réunie le 15 novembre 1972, demande que toute la lumière soit faite sur

le sort réservé à Yakir et à Grigorenko et à tous les autres condamnés ou détenus pour de simples délits d'opinion. Elle s'adresse à toutes les organisations ouvrières françaises pour qu'elles prennent en commun une initiative permettant à la vérité et à la justice de se faire jour au plus grand bénéfice de la lutte pour le socialisme dans notre pays et dans le monde entier.

Déclaration d'une militante du PCF

« Ayant appris dans Informations Ouvrières la mort de Youri Galanskov dans les camps en URSS, ayant passé moi-même deux ans dans un camp (Rivesaltes), fille de déportée (mère morte à Auschwitz), je ne peux accepter qu'au nom du socialisme on emprisonne les combattants du socialisme, faisant par là même reculer le socialisme. C'est pour cela que je soutiens la proposition d'une Commission internationale d'enquête des organisations ouvrières pour la libération immédiate des combattants pour le socialisme, en URSS et dans les pays de l'Est. »

Martha EDELSTEIN, membre de la Jeunesse communiste depuis 1946, membre du PCF depuis 1948, employée du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM).

Paris, le 18 novembre 1972.

SELIO

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE LIBRAIRIE D'INFORMATIONS OUVRIÈRES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris 10^e

Parmi les ouvrages de Léon Trotsky en vente à la SELIO :

Défense du Marxisme (Introduction de J.-J. Marie)	23,50 F
Où va la France ?	8,00 F
Leur morale et la nôtre (Préface de S. Just)	8,50 F
Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste	3,00 F
De la révolution (cours nouveau, la révolution trahie, la révolution défigurée, la révolution permanente)	50,00 F
Nombreux autres ouvrages sur le mouvement ouvrier.	
La presse trotskyste du monde entier.	
Prix réduits pour nos lecteurs.	

IBAB
Biblioteca de Comunicacao
Hemeroteca General
CEDOC

La bureaucratie et ses origines (2)

DANS l'article de la semaine dernière, nous avons insisté sur le caractère extrêmement flou et diffus de l'analyse que Medvedev donnait de la bureaucratie dans son ouvrage *De la démocratie socialiste* qui constitue son programme politique actuel (1). Ce programme est destiné à permettre la conjonction des forces internes à la bureaucratie et de forces externes, essentiellement issues de l'intelligentsia pour réformer le régime actuel, parvenu à une impasse dont Roy Medvedev esquisse, par ailleurs, un tableau accablant.

Le lecteur pressé de son ouvrage essentiel, *Le stalinisme*, ne peut manquer d'être frappé par la contradiction, sur ce point, entre ces deux ouvrages : la bureaucratie qui, dans *De la démocratie socialiste*, reste dans le vague et le flou, prend chair et sang dans *Le stalinisme*, et la description qu'en donne Medvedev, fondée sur la recherche patiente et passionnée des causes du stalinisme, est d'une toute autre envergure.

LE STALINISME ROY MEDVEDEV



Medvedev tente de reconstituer le processus qui a mené Staline au pouvoir à travers une énorme accumulation de faits qu'il ne généralise et théorise qu'à la fin de ses six cents et quelques pages. Apparemment il s'agit là d'une méthode empirique. En réalité c'est là une démarche pédagogique et ce sont les conclusions qui commandent tout l'ouvrage. Et quelle est la conclusion ? La conclusion c'est que le stalinisme est un « pseudo-socialisme ». Et ce qui caractérise ce « pseudo-socialisme » c'est la « violation de la démocratie socialiste et soviétique » et le « renforcement de la bureaucratie ».

A cette bureaucratie, Medvedev donne des sources très précises : l'accaparement d'un nombre sans cesse croissant de privilèges, l'expression de l'inégalité sociale croissante dans une situation politique donnée : « La passivité politique des masses, l'absence de toute critique, les graves infractions à la démocratie au sein du Parti et dans les Soviets, les hauts salaires et les "enveloppes", tout cela provoqua un développement extraordinairement rapide de la bureaucratie. Un bureaucrate n'est pas seulement un fonctionnaire du gouvernement qui reste assis dans son bureau et dirige un certain nombre d'affaires. Un bureaucrate est un fonctionnaire privilégié (...). L'absence de tout contrôle efficace, la passivité des masses et la bureaucratie engendrèrent la corruption » (page 592).

Et Medvedev décrit minutieusement la liste fournie des privilèges que la bureaucratie, au cours de sa constitution, s'est accordée (pp. 588-592), sa lutte contre le « maximum communiste » imposant des limites aux salaires des membres du parti, abrogé définitivement en 1932 après avoir été sérieusement écorné. Ainsi le rapport des salaires qui était de 1 à 5 au début des années 20 passa de 1 à 40, de 1 à 50, parfois de 1 à 100, et encore ne s'agit-il que de l'éventail officiel des salaires. Mais Medvedev insiste, à juste titre, sur l'ensemble des avantages officiels, clandestins que la bureaucratie raffa à son profit.

« C'est la période (le début des années trente) pendant laquelle on vit apparaître le scandaleux système des "enveloppes" (pakety) dans les plus hautes sphères de l'Etat et du

parti. Chaque mois, presque tous les hauts fonctionnaires recevaient une enveloppe ou un paquet contenant une importante somme d'argent, souvent bien plus élevée que le traitement officiel correspondant aux fonctions que ces cadres occupaient. Ces traitements passaient par des circuits financiers spéciaux, n'étaient pas assujettis aux impôts et étaient cachés à la masse des simples permanents de l'appareil » (page 591).

Sous des formes différentes, c'est toujours la réalité d'aujourd'hui : les diverses couches de la bureaucratie disposent, suivant leur place dans la hiérarchie, d'avantages clandestins et strictement hiérarchisés par le canal de l'appareil. La bureaucratie dissimule et défend avec rage ces privilèges, en même temps qu'elle dissimule l'inégalité sociale qui les fonde.

Si Medvedev apporte une multitude de renseignements précis et riches sur la réalité de la bureaucratie stalinienne, l'analyse de ses origines est beaucoup plus contestable que la description. Sans doute signale-t-il, parmi les conditions qui ont modelé la Russie soviétique d'aujourd'hui et facilité l'émergence de Staline, le reflux de la révolution mondiale : « Aux alentours de 1924 le mouvement révolutionnaire déclina visiblement en Europe et la période dite de stabilisation du capitalisme commençait. Cela donna naissance à un sentiment de désillusion et de découragement chez certains révolutionnaires et le Parti fut affecté par le même état d'esprit » (page 91).

Mais il n'établit pas de lien direct entre le reflux de la révolution mondiale, les défaites successives du prolétariat mondial et l'émergence, la consolidation de la bureaucratie. Dès lors il cherche pour l'essentiel les origines de la bureaucratie dans les conditions spécifiques et internes de la Russie soviétique. Il donne à cette proposition de fond une base théorique : l'acceptation de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». S'il est possible de construire le socialisme dans un seul pays, donc isolé, donc en brisant les liens de la division internationale du travail créée par le développement du capitalisme à l'échelle du globe, les rapports entre la lutte des classes mondiale et l'Etat ouvrier ne peuvent évidemment avoir une importance décisive. Les facteurs internes sont, eux, décisifs. Mais si ces facteurs internes sont décisifs, c'est donc l'action sur eux qui est déterminante. La lutte des classes internationale ne peut être qu'un facteur second, un appoint si l'on veut.

Les six commandements du stalinien :

- Ne pense pas.
- Si tu as pensé, ne parle pas.
- Si tu as parlé, n'écris pas.
- Si tu as écrit, ne publie pas.
- Si tu as publié, ne signe pas.
- Si tu as signé, nie.

(Roy Medvedev, *De la démocratie socialiste*, pp. 365-366.)

Là est la limite de la recherche de Medvedev. Limite parfaitement explicable. L'expérience politique de Medvedev s'est formée et développée dans les cadres mêmes de l'isolement. Elle s'est formée et développée dans les cadres mêmes du stalinisme : quoiqu'en réaction et contre lui, elle en porte la marque inévitable. Ces limites n'empêchent pas son ouvrage d'être insupportable à la bureaucratie, à la fois parce qu'il témoigne contre elle que la continuité politique du bolchevisme malgré l'écrasement de toute forme d'organisation — n'a pas disparu en URSS, et parce qu'il renoue le tissu de l'histoire vivante du bolchevisme. Avec des ombres et des taches sans aucun doute. Mais cela, la bureaucratie le sait, est parfaitement secondaire : l'histoire témoigne contre elle et peut nourrir contre elle des couches de militants.

On comprend à partir de là les contradictions, au moins sur le plan de la stratégie politique, entre l'ouvrage politique fondamental qu'est *Le stalinisme* et la plate-forme pour une action politique immédiate que représente *De la démocratie socialiste*. A quoi correspondent ces contradictions ? Sont-elles ou non secondaires ? Quel est leur sens politique ? Nous l'examinerons la semaine prochaine.

(1) Le titre du précédent article, « Un réformateur de la bureaucratie », doit être suivi d'un point d'interrogation pour la simple raison qu'aucune réforme de la bureaucratie n'est possible.

(Les livres de Roy Medvedev sont en vente à la SELIO, 87, rue du Fg-St-Denis, Paris-10°.)

Vie et mort de Youri Galanskov

L'Associated Press a diffusé de Moscou, en date du 13 novembre, une dépêche qui fournit des détails précis, émanant selon toutes probabilités des amis de Galanskov, sur les conditions de son agonie et de sa mort au camp de Potyma.

La presse bourgeoise française, et notamment « Le Monde », s'est bien gardée de faire état de ce texte. Décidément, l'honnête Monsieur Fauvet sait reconnaître ses amis et se taire quand la bienséance l'exige. Il est des sujets sur lesquels il convient de ne pas s'attarder. Mieux vaut que Galanskov soit enterré en silence.

QUI EST GALANSKOV ?

Arrêté en janvier 1967 avec Alexandre Guinzbourg pour avoir publié la revue clandestine *Phénix* 66, où il déclare que son but est « le pacifisme » et annonce vouloir « créer pour cela en URSS une union des partisans du désarmement total et général ». I. Galanskov, comme l'a montré Jean-Jacques Marie dans le livre consacré à son procès (1), a été, début 1968, au centre des attaques de la bureaucratie contre la nouvelle opposition communiste.



Youri Galanskov au camp de Potyma.

En effet le procès Guinzbourg-Galanskov-Dobrovolski-Lachkova de janvier 1968 a été le plus important de ceux de ces dernières années car il repose entièrement sur une provocation policière du type de celles qui furent organisées pour monter les procès de Moscou dans les années 30. De façon ouverte, les juges aux ordres du Kremlin ont introduit leurs « témoins » qui ont présenté les accusés comme des « agents du NTS » (organisation fasciste blanche d'émigrés russes).

Si Dobrovolski, brisé, « avoue », ni Guinzbourg, ni Galanskov ne se reconnaissent coupables. Tous deux tiennent tête au tribunal. Le procès eut un tel retentissement dans l'intelligentsia que le 29 mars, Brejnev lui-même, à la conférence du parti de Moscou doit jeter tout son poids pour faire croire à la culpabilité des « quatre ».

Galanskov dira au moment d'être condamné : « En m'arrêtant, vous avez gagné une bataille, mais vous avez perdu la guerre pour la démocratie et pour la Russie ».

Alors qu'au procès son avocat avait attiré l'attention sur le très grave état de santé de Galanskov atteint d'un ulcère à l'estomac, celui-ci n'en a pas moins été condamné à sept ans de « travail correctif dans une colonie à régime sévère », où les conditions de vie sont particulièrement dures.

Dans l'enfer du camp de Potyma, Galanskov continue le combat en rédigeant plusieurs lettres dénonçant leur régime interne, fait plusieurs grèves de la faim qui achèvent de ruiner sa santé.

Sa famille a écrit à plusieurs reprises aux autorités, exigeant un traitement médical pour le prisonnier. A chaque fois, il lui fut répondu que celui-ci « allait bien ». A sa mère, venue lui apporter du miel, un geôlier en chef lui en notifia l'interdiction et déclara : « Votre fils n'est pas malade. C'est un hooligan qui n'accomplit pas son travail ». Un médecin du camp, du nom de Shakh, dit, quant à lui : « C'est un poète et il pense trop à lui ».

A une demande qui lui fut faite de dire un mot pour attirer l'attention des médecins sur le cas de Galanskov, le poète Evtouchenko, qui a choisi sa propre sécurité, a répondu être trop occupé par son prochain voyage au Chili.

Dans sa dernière lettre, rédigée fin septembre 1972, Galanskov écrit : « Je suis en train de mourir... Ils ont tout fait pour hâter ma fin. » Le 18 octobre, il a dû être opéré pour son ulcère, mais par l'un de ses compagnons de détention, par un médecin qui n'avait aucune pratique de la chirurgie. L'opération entraîna une péritonite qui, non soignée, devait entraîner sa mort le 4 novembre.

Des appels pour transférer Galanskov dans un hôpital en mesure de le soigner furent ignorés des autorités et toute aide extérieure interdite. Ce n'est qu'au tout dernier moment qu'un professeur de Moscou a été autorisé à lui rendre visite. Mais Galanskov était déjà mort.

Une lettre de Galanskov sur le régime des camps « sévères »

Une des lettres portant la signature de Youri Galanskov, publiée dans le livre cité, *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* dénonce en ces termes la situation des camps à régime sévère :

« Parlons de la pratique. Il s'agit des restrictions alimentaires, du froid et des humiliations. La ration alimentaire au camp est de 2413 calories (minimum pour un homme bien portant ne travaillant pas). Si nous ne pouvons parler de famine, le manque constant de vitamines est un fait indubitable. Il est impossible de se procurer quelques légumes ou autres produits contenant des vitamines à la boutique du camp. Il est interdit de recevoir des produits alimentaires dans des colis (...).

« N'importe lequel d'entre nous peut, à tout moment, être placé dans un cachot pénitentiaire où la ration alimentaire peut être abaissée jusqu'à 1300 calories. Cela s'appelle tout simplement la faim (...).

« Quels prétextes justifient les nombreuses brimades ? Nous parlons de prétextes et non de motifs, parce que dans les camps politiques, en fait, il n'y a pas véritablement violation du règlement. Mais « il faut punir » et l'on punit, parce qu'on ne s'est pas réveillé au signal de la cloche, parce qu'on ne s'est pas levé devant un officier, parce qu'on ne s'est pas rendu au cours d'information politique, parce qu'on a cultivé dans la zone quelques brins de fenouil (en quête de vitamines) ou qu'on a refusé de les arracher, parce qu'on n'a pas respecté la norme, etc.

« Au total », de telles actions peuvent entraîner six mois de cachot et le transfert en prison pour une durée pouvant atteindre trois ans. Cette décision doit être rendue par le tribunal, mais, dans ce cas, nous sommes privés du droit d'être assistés d'un avocat ».

(1) Les nouveaux procès de Moscou, l'affaire Guinzbourg-Galanskov, Editions du Seuil, 203 pages, 1969.

Biblioteca de Comunicació

I Hemeroteca General